



HIGHLIGHTS

Economic Commission for Africa, SRO-CA

Partenaire privilégié de l'intégration en Afrique Centrale

www.uneca.org/sro-ca

No 130, 29 Mar 2013

un hebdomadaire

Source : Rapport Economique sur l'Afrique 2011, par la CEA et l'UA
(disponible en hard-copy à la CEA/BSR-AC)

ENJEUX ET DÉFIS DE L'ÉCONOMIE VERTE EN AFRIQUE CENTRALE

STAKES AND CHALLENGES OF A GREEN ECONOMY IN CENTRAL AFRICA

6ème partie : Mettre en place des politiques et des institutions habilitantes en réformant les politiques et en renforçant les institutions et les processus

Des subventions gouvernementales inadéquates peuvent entraîner des modes de consommation et de production insoutenables, non seulement dans les pays riches mais également dans les pays en développement. Lorsqu'elles ne sont pas conçues comme il se doit, elles peuvent entraîner un coût élevé pour l'économie et la société sans nécessairement permettre d'atteindre les objectifs souhaités, notamment servir les pauvres. Quelques pays africains ont tenté, avec des degrés de réussite divers, à réformer certaines catégories de subventions telles que les subventions aux combustibles fossiles, ayant constaté que les



Quelques pays africains ont tenté, avec des degrés de réussite divers, à réformer certaines catégories de subventions telles que les subventions aux combustibles fossiles, s'étant rendu compte que les groupes ciblés ne bénéficiaient pas toujours de telles subventions.

groupes ciblés ne bénéficiaient pas toujours de telles subventions. C'est ainsi qu'en 2005, le gouvernement ghanéen a lancé des réformes visant à réduire les subventions sur le pétrole qui profitaient essentiellement aux groupes à revenus élevés. Il a également aboli

les frais d'inscription dans les écoles primaires et dans le premier cycle du secondaire et a dégagé des fonds supplémentaires pour les soins de santé primaire et des programmes d'électrification rurale (FMI, 2008).

Pour encourager les investissements verts et la matérialisation de la croissance verte à grande échelle, il est essentiel d'identifier, d'analyser et de s'attaquer aux obsta-

cles à ces investissements. œuvre. De tels obstacles sont observés dans certains pays africains en déficit de bonne gouvernance avec des structures institutionnelles faibles. De nouvelles formes institutionnelles qui font appel à la participation, aux connaissances locales communautaires et à des formes collectives de prise de décision pourraient susciter un large soutien à la transformation économique verte. Pour que la participation aux activités économiques vertes soit efficace et transformatrice, il est

nécessaire qu'elle soit considérée comme une forme de participation citoyenne active tout comme la responsabilité (Mohan, 2007). Les résultats des processus participatifs doivent par conséquent être traduits en politiques pouvant être appliquées, de sorte que la participation publique ait un sens (Resnick et Birner, 2010).

Part 6: Creating enabling policies and institutions by reforming harmful policies and strengthening institutions and processes

Harmful government subsidies can induce unsustainable patterns of consumption and production—not only in rich, but also developing countries. When they are not properly designed, they can result in a high cost to the economy and society without necessarily achieving the desired policy objectives, including serving the poor. A few African countries have attempted, with varying degrees of success, to reform some categories of subsidies, such as fossil fuel subsidies, having realized that targeted groups were not always benefiting from them. For example, in 2005, the Government of Ghana initiated reforms to reduce petroleum subsidies after realizing that they were going predominantly to higher-income groups. It also eliminated primary and junior-secondary school fees, and made extra funds available for primary health care and rural electrification programmes (IMF, 2008).

If green investments and growth are to become effective and promoted on a wide scale, barriers to them must be identified and tackled. Such constraints are prevalent in some African economies with poor governance regimes and weak institutional structures. New institutional forms that draw on participation, community-based local knowledge and collective forms of decision-making could spur wide support for a green economic transformation. For participation in green economic activities to become effective and transformative, it needs to be promoted as a form of active citizenship, alongside accountability (Mohan, 2007). The outcomes of participatory processes then have to be transformed into policies that are feasible to implement, so that public participation can be meaningful (Resnick and Birner, 2010).